



L'ENJEU STRATEGIQUE DU SCHISTE

18/04/2011

Pierre Deplanche

Avertissement et Copyright

Ce document d'analyse, d'opinion, d'étude et/ou de recherche a été réalisé par un (ou des) membre(s) de l'AEGE. Préalablement à leurs publications et/ou diffusions, elles ont été soumises au Conseil scientifique de l'Association. L'analyse, l'opinion et/ou la recherche reposent sur l'utilisation de sources éthiquement fiables mais l'exhaustivité et l'exactitude ne peuvent être garanties. Sauf mention contraire, les projections ou autres informations ne sont valables qu'à la date de la publication du document, et sont dès lors sujettes à évolution ou amendement dans le temps. Le contenu de ces documents et/ou études n'a, en aucune manière, vocation à indiquer ou garantir des évolutions futures. Le contenu de cet article n'engage la responsabilité que de ses auteurs, il ne reflète pas nécessairement les opinions du(des) employeur(s), la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris celui de gouvernements, d'administrations ou de ministères pouvant être concernés par ces informations. Et, les erreurs éventuelles relèvent de l'entière responsabilité des seuls auteurs.

Les droits patrimoniaux de ce document et/ou étude appartiennent à l'Association, voire un organisme auquel les sources auraient pu être empruntées. Toute utilisation, diffusion, citation ou reproduction, en totalité ou en partie, de ce document et/ou étude ne peut se faire sans la permission expresse du(es) rédacteur(s) et du propriétaire des droits patrimoniaux.



Mots-clés

Gaz, Schiste, Exxon, Energie, Puissance, Géopolitique.



La fin du pétrole, aliment énergétique de base des sociétés industrielles, est annoncée depuis deux décennies sans que l'on ne sache réellement ce qu'une telle prophétie recèle : épuisement objectif des réserves pétrolières mondiales ? Fin d'un pétrole à bon marché ? Quelle que soit la réponse, la perspective d'une mutation obligatoire vers un autre type d'alimentation énergétique agite et inquiète. Ces inquiétudes ont conduit, ces dernières années, à un retour en grâce de l'énergie nucléaire et ce, même dans des pays traditionnellement hostiles à son égard. Force est de constater que l'accident de Fukushima a emporté avec lui un semblant de popularité renaissante et que l'effroi atomique a contaminé les opinions publiques en un temps record. Les options alternatives, quelles se fondent sur le solaire, l'éolien, le géothermique,... bénéficient en cet instant très précis d'un effet de levier très puissant tant sur la société civile que sur le politique.

Entre les tensions sur le marché mondial des énergies fossiles conventionnelles exacerbées par la forte demande des industries chinoise et indienne, le discours sur la raréfaction de la ressource, et la conscience que le recours aux énergies propres ne verra pas le jour de sitôt, l'option du gaz de schiste fait irruption dans le discours public international à point nommé. La mise en ordre de bataille, d'ores et déjà effective, laisse présager de profondes mutations dont les problématiques encore diffuses laissent entrevoir à terme l'irruption de nouvelles stratégies de puissance.

Pression économique et financière...

Le gaz, improprement appelé de schiste car il est en réalité contenu dans des marnes, est du méthane emprisonné dans sa roche mère. La roche étant peu ou pas perméable, elle est riche en gaz. Le principe d'extraction est simple : il suffit de rendre la roche perméable afin qu'elle libère le gaz. La méthode dite du «fracking» consiste à fracturer la roche par une eau de forage à très haute pression. Si la technique est simple, le coût d'exploitation est élevé. Il affirme pourtant sa compétitivité face aux énergies fossiles conventionnelles car la



technologie progresse et parce que l'accessibilité à de nouveaux champs pétroliers ou gazeux est moins aisée, impactant de fait le prix du pétrole et gaz conventionnel.

Les mouvements aujourd'hui observables sur l'échiquier économique et financier indiquent l'intérêt porté à cette possible révolution énergétique. En décembre 2009, l'Américain Exxon, première capitalisation du monde, acquérait pour 31 milliards de dollars XTO, numéro deux américain de la prospection et de l'exploitation énergétique spécialisé dans le gaz de schiste¹. Cette transaction représentait la transaction la plus importante depuis la fusion de 1999 entre Exxon et Mobil (81 milliards de dollars). Un tel investissement de la part d'Exxon est un signal fort montrant que le gaz va rester une énergie stratégique dans les décennies à venir. Exxon déclare d'ailleurs miser sur le gaz plus que sur toute autre énergie fossile et prévoit un accroissement de la demande largement supérieur à celui du charbon ou du pétrole. XTO a grandi à l'ombre d'Exxon, a acquis une grande quantité de terres schisteuses entre le Texas et la Pennsylvanie et a acquis une expertise technologique reconnue en matière de fracturation. Exxon ne s'en tient d'ailleurs pas aux Etats-Unis. L'Allemagne, la Pologne, la Hongrie, l'Ukraine entre autres sont déjà des cibles du géant américain. Exxon a d'ores et déjà obtenu des concessions pour explorer des parties de la Saxe et de la Westphalie-Rhénanie du nord ainsi que le nord de la Pologne. Shell, BP, PetroChina et Total ne sont pas en reste et sont tout aussi actifs sur d'autres terrains tout aussi prometteurs en Australie, Indonésie, Afrique du sud, Argentine, Canada, etc.

La perspective d'une nouvelle source d'énergie fossile dite «non conventionnelle» laisse augurer de manœuvres de concentration économiques d'envergure. Les alliances, fusions et acquisitions, au niveau national et transnational, se multiplient entre les *majors* du secteur et les *minors* à l'expertise bien réelle telles que XTO ; les unes apportant des capitaux faramineux, les secondes leur technologie d'exploration et d'exploitation.

¹ <http://www.nytimes.com/2009/12/15/business/energy-environment/15exxon.html>



...et *fracking* géopolitique en perspective.

Ces mouvements de nature économique-financière sous-tendent et révèlent ce qui se joue au niveau géopolitique. Le gaz de schiste propose à court terme une solution à la crise de l'énergie à laquelle les nations industrialisées tentent de faire face depuis quarante ans. Ce n'est donc pas un hasard si les Etats-Unis sont devenus les premiers producteurs mondiaux de gaz de schiste. Par ailleurs très engagés dans la recherche sur les énergies renouvelables et les considérant à terme comme la vraie révolution énergétique, les Etats-Unis voient dans le remplacement du pétrole et du charbon par le gaz de schiste une solution intermédiaire d'importance puisqu'elle leur assurerait très tôt une totale indépendance vis-à-vis de fournisseurs étrangers souvent instables, des rentrées financières qui autoriseraient la réduction d'un déficit budgétaire fédéral abyssal, et une argumentation de propagande officielle dans la lutte contre les gaz à effet de serre.

La Chine y voit aussi son avantage car elle parviendra à une quasi-indépendance énergétique. Elle en deviendra d'autant plus puissante. En même temps, elle apparaîtra également plus « présentable » aux yeux de la communauté internationale à double titre : en réduisant ses émissions de carbone, et en n'étant plus dépendante de pays « blacklistés » tels l'Iran, la Birmanie ou le Soudan pour ses approvisionnements en pétrole. Elle sera peut-être *in fine* plus encline à soutenir les résolutions contre ces pays participant de fait à la construction d'une réglementation mondiale pour gérer les problèmes qu'ils peuvent créer.

Les incertitudes pèsent sur le devenir de nations que le pétrole et le gaz conventionnels ont rendu riches et puissantes. La Russie, la Norvège, les pétromonarchies s'inquiètent de ces développements. L'utilisation accrue des gaz de schiste conduit à un changement de paradigme, à un basculement des rapports de force. Quelle sera l'audience de nations provocatrices comme l'Iran ou le Venezuela ? Les nations puissantes risquent en effet de l'être beaucoup moins. Quelles vont être les répercussions intérieures de cet amoindrissement



en termes de stabilité politique et sociale ? A contrario, des nations totalement dépendantes au niveau énergétique vont accéder à la puissance. Enfin, d'autres verront leur puissance actuelle augmentée. Ces fractures vont inévitablement conduire à une cartographie modifiée des puissances énergétiques et vont altérer les rapports de force entre états et régions du monde. Des nouveaux jeux d'influence sont appelés à naître inéluctablement au sein des organisations internationales.

L'Union Européenne n'échappera pas aux conséquences de ces changements, à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières. La région est dite riche en gaz de schiste. La France, l'Allemagne, la Hongrie, la Pologne – que l'on nomme déjà la nouvelle Norvège² – verront leur position renforcée par la richesse de leur sous-sol. Cet apport renforcera l'UE dans sa globalité mais pourra aussi l'affaiblir si les nouveaux rapports de force internes sont mal appréhendés.

La bataille de l'opinion publique.

Si les forces économiques et politiques sont déjà à pied d'œuvre, la société civile s'est elle aussi emparée du débat. L'extraction du gaz de schiste est polluante³. L'eau de forage contient des additifs chimiques : quelles en sont les conséquences pour les nappes phréatiques ? Les paysages se trouvent profondément modifiés (l'exemple l'extraction du pétrole bitumineux en Alberta et du désastre écologique en résultant est dans tous les esprits). Les quantités d'eau nécessaires à la fracturation sont impressionnantes et nocives du fait de leur charge chimique. La question de la préservation de l'eau, qui agite déjà beaucoup par ailleurs, augmente la résonance parmi la population. Si le gaz de schiste est déclaré moins polluant que le pétrole ou le charbon en rejet de dioxyde de carbone, son exploitation globale laisse une empreinte néfaste tout aussi importante sur l'écosystème.

² <http://www.spiegel.de/international/business/0,1518,748573,00.html>

³ <http://www.marcellusprotest.org/what-is-fracking>



La véritable bataille se situe à ce niveau : entre la nécessité économique et le respect de l'environnement et de la vie. Les opinions publiques sont très sensibilisées aux questions de santé du fait des crises sanitaires et écologiques successives des trente dernières années. Elles expriment leur défiance vis-à-vis de gouvernants soupçonnés au mieux de négligence, au pire de collusion avec le pouvoir économique. Elles ont peu à peu développé la croyance que le politique n'agit pas obligatoirement dans le sens du bien commun et que le mensonge d'Etat n'est pas un fantasme. Alertées et aiguillonnées par les associations et les ONG, invitées aux débats qui irriguent le web, elles constituent un puissant contre-pouvoir transnational.

En France, ce contre-pouvoir s'organise contre le gaz de schiste, profitant de la valse hésitation d'un gouvernement paralysé en période pré-électorale⁴. La journée nationale de mobilisation anti-gaz de schiste du 16 avril, l'arrivée sur les écrans de *Gasland*, documentaire « oscarisé » qui fait écho à *Water makes money* et à *Home*, les retombées du désastre de Fukushima, le tout constitue un faisceau offensif d'envergure. A l'opposé, l'annonce récente de l'inéluctabilité d'un litre d'essence à 2€ (dont il faut rappeler que 80% sont des taxes) par Christophe de Margerie, PDG de Total⁵, n'est autre qu'une opération d'influence, un appel à considérer le gaz de schiste comme une option de fait et une mise en garde adressée au politique comme au citoyen que de Margerie renvoie dos à dos. Au regard de leur dépendance à l'essence, les Français seront-ils prêts à supporter un tel prix sans que cela ne provoque de très vives réactions? Un état dont le déficit budgétaire s'élève à cinquante milliards d'euros peut-il céder à la pression écologiste et renoncer à une manne énergétique potentielle qui lui permet de solidifier sa cohésion sociale, de requalifier son indépendance énergétique et lui apporte au final un retour de puissance ? La France a assis une partie de son indépendance énergétique sur le nucléaire ; considérant la nouvelle perception sociétale dans le domaine, le gaz de schiste ne va-t-il pas finir par s'imposer comme une option de transition réaliste moins

⁴ <http://www.zegreenweb.com/sinformer/energie/lexploitation-des-gaz-de-schiste-bientot-interdite-en-france,24015>

⁵ <http://www.lefigaro.fr/societes/2011/04/12/04015-20110412ARTFIG00372-le-litre-d-essence-vaudra-2-euros-selon-le-pdg-de-total.php>



violente et par là, plus supportable ? On le voit, en France et ailleurs, les forces en présence fourbissent leurs armes et se positionnent. Si les mouvements économique-financiers mondiaux sont bel et bien une réalité, la bataille de l'opinion est, elle aussi, déjà engagée.